



**DECISION N° 041/2022/ARMP/CRD/DEF DU 20 AVRIL 2022
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS (CRD) STATUANT
EN COMMISSION LITIGES SUR LE RECOURS DU GROUPE SPEEDO EUROPE
AFFAIRES (GSEA) CONTESTANT L'ATTRIBUTION PROVISoire DES LOT 1 ET 4 DE
L'APPEL D'OFFRES RELATIF A L'ACQUISITION DE MOBILIER, MATERIEL DE
BUREAU ET MATERIELS INFORMATIQUES, LANCE PAR L'OFFICE NATIONAL DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE (ONFP).**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

VU la loi n°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la loi n°2006-16 du 30 juin 2006 en ses articles 30 et 31 ;

VU le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP), notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics, modifié ;

VU le décret n° 2020-969 du 20 avril 2020 portant nomination des membres du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés Publics ;

VU la résolution n°09-12 du 13 décembre 2012 instituant le versement d'une consignation pour la saisine du Comité de Règlement des Différends ;

VU la résolution n°07-20 du 28 avril 2020 portant nomination des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP ;

VU le recours du Groupe Speedo Europe Affaires (GSEA) reçu le 30 mars 2022 ;

VU la quittance de consignation n°100012022001331 du 30 mars 2022 ;

Mame Aïssatou Dieng TRAORE, Coordonnatrice de l'Instruction des Recours, entendue en son rapport ;

En présence de Monsieur Mamadou DIA, Président, de Madame Aïssé Gassama TALL, Messieurs Moundiaye CISSE et Mbareck DIOP, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De Monsieur Saër NIANG Directeur général de l'ARMP, secrétaire rapporteur du CRD, assisté de ses collaborateurs, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente décision fondée sur la recevabilité du recours ;

Par requête reçue le 30 mars 2022 à l'ARMP, le Directeur Général du Groupe Speedo Europe Affaires (GSEA) a saisi le Comité de Règlement des Différends d'un recours pour contester l'attribution provisoire des lots 1 et 4 de l'Appel d'Offres relatif à l'acquisition de mobilier, matériel de bureau et matériels informatiques, lancé par l'Office national de la Formation Professionnelle (ONFP).

LES FAITS

Dans la parution du journal « le soleil », du 26 novembre 2021, l'Office national de la Formation Professionnelle (ONFP) a publié un avis d'appel d'offres, référencé ONFP 12/2021, pour solliciter des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises, pour la réalisation du marché alloti ainsi qu'il suit :

- lot 1 : acquisition de mobiliers de bureau ;
- lot 2 : acquisition de matériels de bureau ;
- lot 3 : acquisition de matériels informatiques/ Fonds Projet Lux Dev SEN 032 ;
- lot 4 : acquisition de matériels informatiques/ Fonds propres ONFP.

A la suite de cette publication et de l'évaluation des offres reçues, la notification du choix des différents attributaires et sa publication dans le journal " L'AS " du 23 mars 2022, a donné lieu à une contestation sur les lots 1 et 4 attribués comme suit:

- lot 1 : Kélimane Entreprise 80 830 000 FCFA TTC ;
- lot 4 : Tewa SUARL 513 317 700 FCFA TTC.

Il convient de rappeler que pour ces lots, quatorze (14) offres ont été dénombrées à l'ouverture des plis tenue le 27 décembre 2021, se présentant comme indiqué dans le tableau suivant :

Pli n°1	Soumissionnaires	Montants des offres financières en FCFA TTC
1	Kélimane Entreprise	lot 1 : 80 830 000
2	Tewa SUARL	lot 4 : 513 317 700
3	Master Office	lot 1 : 82 039 737
4	Sesa Technologies	lot 4 : 588 795 285
5	Picoméga	lot 4 : 1 005 300 233
6	Groupe Speedo Europe Affaires (GSEA)	lot 1 : 54 881 800 lot 4 : 440 405 500

7	Calypso Groupe	lot 1 : 114 926 000
8	3stech Groupe	lot 1 : 129 094 360 lot 4 : 754 676 672
9	Oumou Groupe	lot 4 : 793 490 075
10	Office Choice	lot 1 : 73 584 800 lot 4 : 593 256 800
11	Dismat	lot 4 : 517 014 640

Cette contestation s'est alors traduite par la saisine du CRD, d'un recours contentieux, introduit par le Groupe Speedo Europe Affaires (GSEA), par lettre du 30 mars 2022, enregistrée le même jour au bureau du courrier, sous le numéro 0954, après le rejet de son recours gracieux.

Après avoir déclaré le recours recevable, par décision n°014/22/ARMP/CRD/SUS du 31 mars 2022, le CRD a prononcé la suspension de la procédure de passation du marché et a obtenu, par lettre reçue le 08 avril 2022, la communication des pièces du dossier de marché, pour les besoins de l'instruction.

LES MOTIFS A L'APPUI DU RECOURS

La justification du recours du requérant se fonde sur les arguments suivants :

- le caractère moins disant de son offre pour les lots 1 (54 881 800 CFA TTC) et 4 (440 405 500 CFA TTC) largement moins chère comparée aux montants attribués 80 830 000 FCFA TTC (lot 1) et 513 317 700 FCFA TTC (lot 4) ;
- la satisfaction aux prescriptions techniques et aux normes spécifiées à la section IV du dossier d'appel d'offres, attestée par la fourniture de documents notamment les attestations de conformité et d'authenticité ;
- son engagement à respecter toutes ses obligations durant l'exécution du marché pour répondre à l'intérêt qu'aurait suscité le choix de son offre ;
- le non-respect, par l'autorité contractante, des dispositions de l'article 59.1 du Code des Marchés publics relatifs aux critères d'évaluation des offres. Le requérant estime que le respect de cette disposition aurait imposé le choix de son offre.

LES MOTIFS DONNES PAR L'AUTORITE CONTRACTANTE

La justification du rejet de l'offre du requérant s'articule autour des points suivants :

- le défaut de conformité par rapport aux services connexes

L'ONFP affirme que le requérant n'a pas satisfait aux services connexes requis pour les lots 1 (installation des mobiliers de bureau) et 4 (installation et mise en service des matériels informatiques cinq jours après livraison) pour n'avoir pas produit les documents attestant de la conformité de ces services, conformément à la clause 17. 1 des IC. Celle-ci dispose que « pour établir la conformité des Fournitures et Services connexes au dossier d'appel d'offres, le candidat fournira dans le cadre de son offre les preuves écrites que les fournitures se conforment aux prescriptions techniques et normes spécifiées à la Section IV ».

Ce manquement, selon l'autorité contractante, explique le caractère moins disant de l'offre du requérant soulevé par ce dernier, après la facturation intervenue sur les offres des autres soumissionnaires entraînant ainsi un renchérissement de leurs propositions financières. Donc, pour l'ONFP, le principe d'égalité de traitement des candidats impose, dans ces conditions, le rejet de l'offre du requérant.

- le défaut de conformité de l'offre du requérant par rapport aux spécifications techniques du lot 4 :

S'appuyant sur les spécifications techniques requises pour la photocopieuse noire GM et le scanner de production, l'autorité contractante met en évidence les différences substantielles avec celles relatives aux modèles proposés par le requérant.

La photocopieuse GM253i proposée par le requérant s'est vue, en effet, attribuer dans son offre, comme demandé dans le DAO, un disque dur d'une capacité de stockage de 250 GO compatible avec les exigences liées à la sauvegarde des travaux d'impression des manuels et des diplômes délivrés au terme de la formation. Une information démentie, selon l'ONFP, par les résultats des recherches menées sur le site du fabricant CANON qui signalent l'absence de disque dur.

Ce décalage vaut également pour le scanner proposé de marque EPSON ES 580 W. Sa capacité de production (35 pages/mn) au regard des indications qui figurent sur le site du fabricant, selon l'autorité contractante, est de loin inférieure à celle exigée (85 pages/mn).

OBJET DU LITIGE

Il résulte de ce qui précède que le litige porte sur le bien-fondé du rejet de l'offre du Groupe Speedo Europe Affaire (GSEA) pour défaut de conformité par rapport aux prescriptions techniques de certaines fournitures du lot 4 et aux services connexes (lots 1 et 4) requis dans le dossier d'appel d'offres.

EXAMEN DU LITIGE

1- Sur la conformité technique de l'offre du Groupe Speedo Europe Affaire (GSEA) sur le lot 4

Considérant qu'il résulte des dispositions de l'article 17.1 des IC, que pour établir la conformité des fournitures et services connexes au dossier d'appel d'offres, le candidat devra fournir dans le cadre de son offre, les preuves écrites que les fournitures se conforment aux prescriptions techniques et normes spécifiées à la section IV « Bordereau des quantités, calendrier de livraison, cahier des clauses techniques, plans, Inspections et Essais » du DAO ;

Considérant que l'ONFP a exigé, entre autres fournitures, du lot 4 au titre des spécifications techniques une photocopieuse noire GM dotée d'un disque dur de 250 GO et un scanner d'une capacité de production de 85 pages par minute ;

Considérant que ces spécifications techniques, reprises par le requérant dans son offre, sont différentes de celles figurant sur le site des fabricants CANON (photocopieuse GM253i) et EPSON (scanner EPSON ES 580 W) ;

Considérant que l'article 69 du CMP prévoit que l'autorité contractante peut, aux fins d'évaluation, demander au candidat de préciser la teneur de son offre ;

Qu'en application de cette disposition, l'ONFP aurait dû demander au requérant des éclaircissements sur cette contradiction avant d'écarter son offre conforme au DAO ;

Que ne l'ayant pas fait, l'ONFP a commis un manquement ;

En conséquence, le recours du requérant sur ce point est fondé ;

- **Sur le défaut de conformité par rapport aux services connexes**

Considérant que la clause 17.1 des instructions aux candidats (IC) dispose que « pour établir la conformité des Fournitures et Services connexes au dossier d'appel d'offres, le candidat fournira dans le cadre de son offre les preuves écrites que les fournitures se conforment aux prescriptions techniques et normes spécifiées à la Section IV » ;

Considérant qu'en application de cette clause, il est requis des candidats de verser dans leur offre le bordereau des prix et calendrier de réalisation des services connexes renseigné et signé, conformément au modèle présenté à la section III « Formulaires de soumission » du DAO ;

Considérant que l'ONFP reproche au requérant de n'avoir pas satisfait à cette exigence spécifiée comme suit au point 2 de la Section IV du DAO ;

Article numéro Service.	Description du Service	Quantité	Site ou lieu où les Services doivent être exécutés	Date finale de réalisation des Services
Tous les articles du lot 1 :	Installation	Voir bordereau des prix	Dans tous les services de l'ONFP (Dakar, St Louis, Matam, Diourbel, Kaolack, Kolda, Kédougou)	05 jours après livraison des articles
Tous les articles du lot 4 :	Installation et mise en service	Voir bordereau des prix	Dans certains services de l'ONFP (Dakar, St Louis, Matam, Diourbel, Kaolack, Kolda, Kédougou)	05 jours après livraison

Considérant qu'il ressort de l'instruction que le requérant n'a pas formulé d'offre pour les services connexes ; laquelle consiste à renseigner et signer le bordereau des prix et calendrier de réalisation des services connexes figurant à la section III « Formulaires de soumission » du DAO ;

Qu'il s'en infère que le requérant n'a pas fourni ce bordereau pour les lots 1 et 4 ;

Qu'il s'y ajoute que son engagement, dans sa lettre de soumission, à respecter toutes ses obligations durant l'exécution du marché, au cas où il serait attributaire, ne peut suppléer le défaut de fourniture du bordereau des prix et calendrier de réalisation des services connexes requis dans le DAO ;

Que dès lors l'offre du requérant n'est pas conforme au dossier d'appel d'offres ;

Qu'en conséquence le recours du Groupe Speedo Europe Affaires sur les lots 1 et 4 n'est pas fondé ;

Que le recours n'ayant pas prospéré, il y a lieu de confisquer la consignation et d'ordonner la poursuite de la procédure des lots 1 et 4 de l'appel d'offres portant sur l'acquisition de mobilier, matériel de bureau et matériels informatiques ;

PAR CES MOTIFS :

- 1) Constate que le Groupe Speedo Europe Affaires a respecté dans son offre les prescriptions techniques exigées pour la photocopieuse GM noire et le scanner de production du lot 4 ;
- 2) Constate que l'ONFP a noté une contradiction entre les prescriptions techniques proposées dans l'offre du requérant et celles figurant sur le site des fabricants ;

- 3) Rappelle que l'article 69 du CMP offre la possibilité à l'autorité contractante, dans le cadre de l'évaluation, de demander au candidat de préciser la teneur de son offre ;
- 4) Constate que l'ONFP n'a pas mis en œuvre cette disposition ;
- 5) Dit que l'ONFP a commis un manquement ;
- 6) Constate que le DAO exige des candidats la fourniture d'un bordereau de prix et calendrier de réalisation des services connexes ;
- 7) Constate que le requérant n'a pas fourni ledit document pour les lots 1 et 4 ;
- 8) Dit que le rejet de l'offre du requérant pour les lots 1 et 4 est justifié ;
- 9) Ordonne, en conséquence, la confiscation de la consignation et la poursuite de la procédure des lots 1 et 4 de l'appel d'offres portant sur l'acquisition de mobilier, matériel de bureau et matériels informatiques ;
- 10) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) est chargé de notifier au Groupe Speedo Europe Affaires (GSEA), à l'Office national de la Formation Professionnelle (ONFP) ainsi qu'à la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), la présente décision qui sera publiée sur le site officiel des marchés publics.



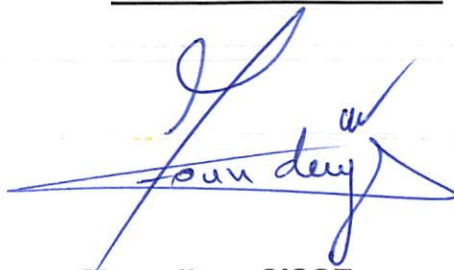
Le Président

Mamadou DIA

Les membres du CRD



Aïssé Gassama TALL



Moundiaïe CISSE



Mbareck DIOP

**Le Directeur Général,
Rapporteur**



Saër NIANG

PO03-EN07 – 01

